



**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE,
DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

**MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT**

| | |
|--|--|
| Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture Sous-direction de l'aquaculture et de l'économie des pêches Adresse : 3 place de Fontenoy – 75700 PARIS 07 SP Dossier suivi par : BPPC bppc.dpma@agriculture.gouv.fr Tél : 01 49 55 82 71 - Fax : 01 49 55 82 00 | Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature Direction de l'eau et de la biodiversité Sous-direction de l'action territoriale et de la législation de l'eau et des matières premières Adresse : Grande Arche Paroi sud – 92 055 La Défense |
| CIRCULAIRE DPMA/SDAÉP/C2011-9622 Date: 12 juillet 2011 | |

Date de mise en application : immédiate
Nombre d'annexes : 1
Date limite de réponse : 30 avril 2012

La Ministre de l'écologie, du développement durable,
des transports et du logement
Le Ministre de l'agriculture, de la pêche,
de l'alimentation, de la ruralité et de l'aménagement du
territoire
à
Mesdames et Messieurs :
les préfets de région
les préfets de département

Objet : Diffusion de la Charte d'engagement pour le développement durable de l'aquaculture française

Résumé :

La présente circulaire a pour objet de diffuser la Charte d'engagement pour le développement durable de l'aquaculture française, notamment à l'attention des services chargés de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires issues du code de l'environnement ainsi que de ceux qui ont à connaître du suivi et de l'accompagnement des filières piscicoles, continentale ou marine.

Mots-clés : charte, aquaculture durable

| DESTINATAIRES | |
|---|--|
| <u>Pour exécution :</u> Mesdames et Messieurs les Préfets de Région Mesdames et Messieurs les Préfets de Département Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux des Territoires (et de la Mer). | <u>Pour information :</u> Madame la Directrice Générale de l'Alimentation Monsieur le Directeur Général de la Prévention des Risques Messieurs les Directeurs Interrégionaux de la Mer Mesdames et Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Mesdames et Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Mesdames et Messieurs les Délégués à la Mer et au Littoral (DDTM-DML) Monsieur le Directeur Général de l'ONEMA Mesdames et Messieurs les Directeurs des Agences de l'Eau Monsieur le Vice-Président du CGAAER Monsieur le Vice-Président du CGEDD Monsieur le PDG de l'Ifremer Monsieur le Président du CNPME Monsieur le Président du CIPA Monsieur le Président du CNC |

I- Rappel du contexte

La production aquacole mondiale augmente constamment avec une croissance annuelle de l'ordre de 8 à 10% (FAO 2007), confirmant qu'il s'agit d'une activité stratégique comme source de protéines. Aujourd'hui, près de la moitié du poisson et plus du tiers de l'ensemble des animaux aquatiques consommés dans le monde, essentiellement en Asie, proviennent déjà de l'aquaculture et non plus de la pêche.

Le développement de l'aquaculture est toutefois le fait d'un nombre limité de pays. Dans de nombreux Etats, elle ne progresse pas ou peu. C'est le cas en France et dans d'autres Etats membres de l'Union européenne.

Le secteur aquacole français a largement démontré ses capacités de production et ses potentialités. Son savoir-faire et la qualité de ses produits sont largement reconnus. Pour autant, la production aquacole française de mollusques et de poissons stagne voire diminue pour certaines branches d'activité.

Les entreprises aquacoles françaises sont confrontées à des contraintes fortes, tels la concurrence de plus en plus grande pour l'accès à l'espace littoral et, particulièrement pour la pisciculture, l'application de normes environnementales plus strictes et un déficit d'image encore trop important.

Face à l'enjeu que représente l'approvisionnement de la population en protéines d'origine marine ou d'eau douce, le développement de ce secteur économique est nécessaire pour la sécurité alimentaire des populations, que ce soit en France, en Europe ou dans le monde, en complément des pêcheries de captures. L'aquaculture constitue en outre un secteur créateur de richesses et d'emplois (près de 20 000 emplois en France), structurant pour les territoires littoraux et ruraux. Le potentiel de développement du secteur recèle par ailleurs une opportunité en termes de croissance verte (émergence de l'aquaculture multi-trophique intégrée ou synergie entre l'aquaculture *offshore* et le développement des énergies marines renouvelables).

C'est pourquoi, il paraît souhaitable de conforter les secteurs de production déjà bien implantés comme l'ostréiculture et la salmoniculture dulçaquicole et aider à lever les freins au développement de l'ensemble des autres productions aquacoles, marines ou continentales.

Par ailleurs, le développement durable des filières piscicoles est intrinsèquement lié à la préservation des milieux naturels dont elles sont directement dépendantes. Les efforts entrepris depuis de nombreuses années par les entreprises aquacoles pour limiter leurs impacts négatifs sur l'environnement (rejets dans les cours d'eau, prélèvements d'eau notamment en période d'étiage du fait de dérivations, rupture de continuité écologique par des barrages ou obstacles infranchissables, risque d'introduction d'espèces exotiques dans les milieux aquatiques et pouvant présenter un potentiel invasif) doivent être poursuivis pour permettre l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau ou des zones estuariennes / côtières. Ces efforts génèrent des coûts en termes d'investissements ou de développement de pratiques ou procédures plus durables.

C'est dans ce contexte que le 11 février 2011, le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire (MAAPRAT), le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL), l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), le Comité Interprofessionnel des Produits de l'Aquaculture (CIPA) et la Fédération Française d'Aquaculture (FFA) ont signé ensemble une Charte d'engagement pour le développement durable de l'aquaculture française (cf. annexe I) et immédiatement installé le Comité national de liaison institué par celle-ci.

La conclusion de cette charte illustre par ailleurs l'attention portée par les services de l'Etat à la déclinaison concrète des engagements issus des Grenelle de l'Environnement et de la Mer au cours desquels il a été souligné que l'aquaculture est une activité à la fois génératrice et sentinelle de perturbations des écosystèmes aquatiques et que ses externalités positives peuvent interagir favorablement avec les efforts de préservation de la biodiversité des habitats associés aux sites d'élevage (zones humides particulièrement sensibles, sites Natura 2000...).

Enfin, il convient de faire le lien entre cette circulaire et l'obligation instaurée par l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime d'élaboration de schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine, organisant le recensement officiel des sites propices à ces filières. Le décret d'application de cet article est en cours de signature.

II- Objectifs de cette charte

Les objectifs de cette charte sont notamment les suivants :

- a) conforter les relations positives de travail entre tous les partenaires signataires et les étendre aux organisations non gouvernementales à vocation environnementale ou aux associations de protection des consommateurs ;
- b) faciliter l'application des normes environnementales par les filières piscicoles (salmoniculture d'eau douce, pisciculture marine, pisciculture d'étangs) ;
- c) veiller à une approche aussi uniforme que possible de celles-ci sur le territoire national.

A l'issue de la première réunion du comité national de liaison, des groupes techniques thématiques associant des représentants professionnels et des administrations ont été constitués ; ces groupes ont pour mission de proposer des solutions pragmatiques aux problématiques rencontrées par les pisciculteurs dans le cadre de leur activité quotidienne et de leurs relations avec les services de l'Etat ou de l'ONEMA (police de l'eau, des installations classées pour la protection de l'environnement, normes applicables en matière de biosécurité des installations dont sanitaires et zoo-sanitaires).

Les sujets suivants sont considérés comme prioritaires et doivent faire l'objet de propositions au cours des prochains mois :

- d) application des notions de débit réservé pour les ouvrages à vocation piscicole,
- e) interaction du classement des cours d'eau avec l'épidémiologie des maladies des poissons,
- f) prédation du cheptel par le grand cormoran,
- g) mise en œuvre des arrêtés applicables aux piscicultures d'eau douce et diffusion de leur circulaire d'application (arrêtés ministériels du 1^{er} avril 2008, en cours d'adaptation, fixant d'une part les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et d'autre part les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 de ce même code).

Des travaux seront engagés par la suite sur d'autres sujets intéressant la filière, les deux ministères et l'ONEMA, avec l'appui de l'institut technique agricole compétent (ITAVI).

III- Déclinaison régionale de cette charte

Dans un premier temps, il vous est demandé de :

- 1. désigner un correspondant 'référé piscicole' au sein chaque direction régionale, départementale ou service placé sous votre autorité et ayant à connaître de ces questions (DRAAF, DREAL, DIRM, DDT(M)... ; DAAF ou DM dans les collectivités d'outre-mer) ;
- 2. contribuer à la diffusion de cette charte, auprès de l'ensemble des partenaires intéressés, y compris les associations de protection de l'environnement, ainsi que faciliter sa mise en œuvre au niveau local ;

3. évaluer l'opportunité de mettre en place des comités régionaux ou de bassin (prévus au II de la charte), en vue de favoriser la concertation locale ;
4. formuler toute proposition destinée à faciliter l'atteinte des objectifs de cette charte ;
5. faire connaître les éventuelles difficultés ou problématiques particulières liées à l'application de cette charte, au niveau régional ou local.

De telles informations, destinées à constituer un réseau et à nourrir la réflexion, seront transmises par courrier électronique à la boîte institutionnelle suivante :

bppc.dpma@agriculture.gouv.fr

Pour le Ministre de l'agriculture, de
l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de
l'aménagement du territoire
et par délégation :
le Directeur des pêches maritimes et de
l'aquaculture

Pour la Ministre de l'écologie, du
développement durable, des transports
et du logement
et par délégation :
la Directrice de l'eau et de la biodiversité

Philippe MAUGUIN

Odile GAUTHIER

Liste des annexes à la présente circulaire

ANNEXE 1 :

Charte d'engagement pour le développement durable de l'aquaculture française



Charte d'engagement pour le développement durable de l'aquaculture française

Rappelant les recommandations de plusieurs rapports et communications et notamment :

- le *memorandum* sur le développement de l'aquaculture en Europe présenté par la France en marge du Conseil agriculture et pêche de l'Union et cosigné par 18 Etats membres à l'issue de cet échange (juin 2008) ;
- le rapport final de la mission de Mme Tanguy sur le développement de l'aquaculture (octobre 2008) ;
- la communication de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil « Construire un avenir durable pour l'aquaculture » et « Donner un nouvel élan à la stratégie pour le développement durable de l'aquaculture européenne » (avril 2009) ;
- les conclusions du Conseil sur la communication susvisée (juin 2009).

Rappelant un contexte international marqué à la fois par l'état préoccupant de nombreux stocks halieutiques sauvages, pour lesquels l'atteinte du rendement maximal durable suppose une diminution conséquente de la mortalité par pêche, et un développement des productions aquacoles destinées à contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

Considérant que l'aquaculture est un secteur susceptible de soutenir l'activité économique et l'attractivité de territoires ruraux et littoraux.

Rappelant les qualités nutritionnelles des produits issus de l'aquaculture.

Rappelant que la production piscicole française doit faire face à la concurrence des produits provenant d'autres pays de l'Union européenne et des produits de pays tiers dont les normes sanitaires, environnementales et sociales peuvent être dans certains cas moins strictes qu'en France.

Rappelant à ce titre l'intérêt des directives communautaires pour unifier les réglementations applicables dans l'Union européenne.

Rappelant la préoccupation montante de la société pour les questions environnementales et de développement durable, traduites en France dans les objectifs du Grenelle de l'environnement et du Grenelle de la mer et soutenues par des directives récentes (directive cadre sur l'eau, directive « Habitats faune flore »), des instruments de planification et de gestion (SDAGE¹, SAGE², Réseau Natura 2000), ou de police (régimes IOTA³ ou ICPE⁴, protection des espèces menacées...).

Partageant les objectifs sous-tendus par ces politiques, notamment l'objectif de restauration du bon état écologique des cours d'eau, des zones estuariennes et côtières, et soutenant les efforts menés par les installations aquacoles pour respecter les normes environnementales et les contraintes nouvelles ainsi créées.

Rappelant que l'aquaculture est une activité à la fois sentinelle et génératrice de perturbations des écosystèmes aquatiques, ses externalités positives pouvant contribuer au maintien de la biodiversité des habitats associés aux sites d'élevage, en particulier pour l'aquaculture d'étangs.

Estimant qu'un dialogue régulier est nécessaire entre les pouvoirs publics et la profession aquacole pour résoudre les problèmes parfois complexes liés à la mise en œuvre de ces réglementations et pour veiller à une approche aussi uniforme que possible de celles-ci sur le territoire national.

Dans le prolongement des recommandations de plusieurs rapports rappelés ci-dessus et conformément aux orientations gouvernementales issues des 'Grenelle' de l'Environnement et de la Mer, les organismes suivants :

- Le Comité interprofessionnel des produits de l'aquaculture,
- La Fédération française d'aquaculture,
- L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques,

¹ Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

² Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

³ Installations, ouvrages, travaux et activités (loi sur l'eau)

⁴ Installations classées pour la protection de l'environnement

- La Direction de l'eau et de la biodiversité du Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement,
- La Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture du Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire,

Décident d'appliquer la présente charte destinée à accompagner le développement durable de l'aquaculture française :

I- Un comité national de liaison est institué entre les organismes signataires. Il se réunit au moins une fois par an.

II- Des comités régionaux ou de bassin peuvent également être institués, en tant que de besoin, entre les représentants des mêmes organismes en vue de favoriser une concertation locale.

III- Le comité national de liaison s'appuie sur les recommandations de groupes de travail informels sur les sujets identifiés. Il peut associer les instituts techniques compétents à ses travaux.

IV- Le comité national de liaison vise notamment à :

- 1) Faire le point des questions réglementaires impactant l'activité aquacole, leurs évolutions, leur mise en œuvre, leurs conséquences sur l'activité piscicole (débit réservé, passes à poissons, normes de rejets...) ;
- 2) Faciliter, en interaction étroite avec les travaux des comités régionaux ou de bassin prévus au II, l'application des normes environnementales par les pisciculteurs en échangeant notamment sur les modalités d'accompagnement des exploitants par les services déconcentrés de l'Etat et sur les modalités de réalisation des contrôles ;
- 3) Conforter les relations positives de travail avec les organisations non gouvernementales à vocation environnementale et les associations de protection des consommateurs qui seront associées, en tant que de besoin, aux travaux du comité de liaison ;
- 4) Inventorier, plus spécifiquement, les adaptations rendues nécessaires sur les sites d'élevage, ainsi que les sources d'accompagnement financier, suite aux modifications apportées à la réglementation applicable, en particulier sur la qualité de l'eau ; dans ce cadre, le comité pourra proposer :
 - la définition d'une grille de diagnostic utilisable dans chaque installation afin de lister au cas par cas les principaux points d'évolution requis,
 - l'établissement en conséquence d'un bilan général des problèmes rencontrés dans la mise aux normes,

- des solutions techniques à ces problèmes (modèle de calcul des débits, conception des passes à poissons, formules d'évaluation des rejets...) et les projets de recherche et développement à conduire liés à ces contraintes.

Fait à Paris, le **11 FEV. 2011**

en cinq exemplaires originaux

Le Président du Comité interprofessionnel des produits de l'aquaculture,

CIPA
Comité Interprofessionnel des Produits
de l'Aquaculture
32 Rue de Paradis - 75010 PARIS
Tél. : 01 40 58 68 00 - Fax : 01 40 59 00 12
N° SIRET 419 24 971 00030 - CODE APE 911 C

Le Président de la Fédération française d'aquaculture,

**FEDERATION FRANÇAISE
D'AQUACULTURE**
546, Place Saint-Exupéry
33127 Saint-Jean-d'illac
Tél. : 05 56 68 94 95 - Fax : 05 56 68 92 91

Patrice ASTRE

Le Directeur général de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques,

Le Directeur Général
de l'Office National de l'Eau
et des Milieux Aquatiques

Patrick LAVARDE

La Directrice de l'eau et de la biodiversité de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature au Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement,

**La Directrice de l'eau
et de la biodiversité**

Gaëlle GAUTHIER

Gaëlle GAUTHIER

Le Directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture au Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire,

Philippe MAUGUIN
Philippe MAUGUIN